

Unité départementale du Bas-Rhin
14 Rue du Bataillon de Marche 24
67200 Strasbourg

Strasbourg, le 23/02/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/01/2022

Contexte et constats

Publié sur



SOCOPA VIANDES HOLTZHEIM

1 RUE JOSEPH GRAFF
67810 HOLTZHEIM

Références : [référence à compléter](#)

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/01/2022 dans l'établissement SOCOPA VIANDES HOLTZHEIM implanté 1 RUE JOSEPH GRAFF 67810 HOLTZHEIM. L'inspection a été annoncée le 07/01/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a porté sur le respect des 2 mises en demeure :
- du 23 octobre 2020 relative aux équipements sous pression
- du 30 juin 2021 relative aux émissions industrielles

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCOPA VIANDES HOLTZHEIM
- 1 RUE JOSEPH GRAFF 67810 HOLTZHEIM
- Code AIOT dans GUN : 0056700320
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

Le site SOCOPA de Holtzheim est un abattoir.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- [à compléter](#)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
plan inspection	Arrêté Préfectoral du 23/10/2020, article 1	/	Sans objet
contrôle des tuyauteries	Arrêté Préfectoral du 23/10/2020, article 1	/	Sans objet
attestation inspection et requalification	Arrêté Préfectoral du 23/10/2020, article 2	/	Sans objet
opérations de maintenance installations de prétraitement	Arrêté Préfectoral du 30/06/2021, article 1	/	Sans objet
réseaux assainissement	Arrêté Préfectoral du 30/06/2021, article 1	/	Sans objet
surveillance des émissions	Arrêté Préfectoral du 30/06/2021, article 1	/	Sans objet
volume journalier	Arrêté Préfectoral du 30/06/2021, article 1	/	Sans objet
déclaration GEREP	AP de Mise en Demeure du 30/06/2021, article 1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La mise en demeure du 23 octobre 2020 portant sur les équipements sous pression et la mise en demeure du 30 juin 2021 portant sur les émissions industrielles sont respectées hormis les prescriptions relatives au volume d'eau dont le délai d'application n'est pas encore échu (délai de 24 mois pour ce point soit jusqu'au 30/06/23)

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : plan inspection

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2020, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, équipement sous pression
Prescription contrôlée : La société SOCOPA est mise en demeure de respecter dans un délai de 3 mois : Article 14 de l'arrêté du 20 novembre 2017 I. lorsque l'équipement ne fait pas l'objet d'un plan d'inspection tel que prévu au chapitre 1, son suivi en service comporte les inspections périodiques et les requalifications périodiques définies au présent chapitre, sans préjudice des dispositions particulières figurant en annexe1 II. sont soumis aux requalifications périodiques les récipients et les générateurs de vapeur mentionnés à l'article R557-14-1 du code de l'environnement ainsi que les tuyauteries soumises à déclaration et contrôle de mise en service au titre de l'article 7
Constats : L'exploitant a réalisé la liste des équipements sous pression selon l'article 6 de l'AM du 20/11/2017. Cette liste comprend la nature de l'ESP, le régime de surveillance, la date de la dernière et de la prochaine requalification, la date de la dernière et de la prochaine inspection périodique. Les équipements qui ne pouvaient être requalifiés ont été remplacés en 2021: - 2 échangeurs à plaques - le séparateur d'huile de la PAC avec ajout de 2 soupapes - 1 échangeur sur le surchauffeur - 1 ballon d'air comprimé de 2000l sur le circuit principal - 1 sécheur d'air avec 2 réservoirs -
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : contrôle des tuyauteries

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2020, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, équipements sous pression
Prescription contrôlée : La société SOCOPA est mise en demeure de respecter dans un délai de 3 moisArticle 4.9 de l'arrêté du 19 novembre 2009tuyauteries d'ammoniac (dispositions spécifiques aux installations de réfrigération)...L'exploitant établit un programme de contrôle pour le suivi en service de l'ensemble des tuyauteries. Les contrôles ainsi que le programme de contrôle sont conservés et tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées et de l'organisme chargé du contrôle périodique.
Constats : De la même façon que pour les équipements sous pression, les tuyauteries ont été identifiées et font l'objet d'inspection périodiques. le tableau de suivi indique la date de la dernière et de la prochaine inspection périodique.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : attestation inspection et requalification

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2020, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, équipements sous pression
Prescription contrôlée : La société SOCOPA devra transmettre une copie des attestations d'inspection et de requalification de ces équipements ou leur attestation de mise hors service à la DREAL avant le 31 mars 2021
Constats : Les compte rendu d'inspection périodique d'ESP ou de requalification sont disponibles sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : opérations de maintenance installations de prétraitement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/06/2021, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, rejets eaux
Prescription contrôlée : La société SOCOPA est mise en demeure de respecter dans un délai de 6 mois Article 4.3.6.3. de l'arrêté préfectoral du 11 avril 2011 Les installations de pré-traitement sont correctement entretenues dans le but de maintenir des performances optimales. Les opérations de maintenance font l'objet d'un enregistrement pertinent à l'aide d'un registre tenu à disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : l'exploitant a mis en place une fiche de suivi de l'entretien et du nettoyage de la station de prétraitement. Cette fiche indique les dates de nettoyage des différents éléments: <ul style="list-style-type: none">- pompage des résidus et nettoyage fosse / dégrilleur,- nettoyage tamis rotatif,- nettoyage racleur à graisses,- dégraisseur décanteur vidangé,- bac de rétention des sables vidés,- nettoyage station,- les entretiens réalisés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : réseaux assainissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/06/2021, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, réseaux assainissement
Prescription contrôlée : La société SOCOPA est mise en demeure de respecter dans un délai de 6 mois l'article 4.2.5. de l'arrêté préfectoral du 11 avril 2011 Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche , signalés et actionnables en toutes circonstances et ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.
Constats : L'exploitant a mis en place des consignes pour l'isolement des réseaux rejetées : eaux pluviales et eaux industrielles. Concernant la vanne d'isolement des eaux pluviales, celle-ci a été identifiée sur place et une clé est disponible à proximité de la vanne. Le mode opératoire est également affiché à proximité de la vanne.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : surveillance des émissions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/06/2021, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, déclaration GIDAF
Prescription contrôlée : La société SOCOPA est mise en demeure de respecter dans un délai de 6 mois l'article 1 de l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L512-3, L512-5, L512-7 et L512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.
Constats : La déclaration des émissions a été faite sur GIDAF pour l'ensemble de l'année 2021.
Observations : Il ressort de la déclaration GIDAF un taux de non conformité de - 19% sur l'azote - 42% pour SEC lié aux graisses - 38% pour le volume journalier (ce pont fait l'objet d'un constat spécifique) L'inspection s'est rendue au niveau du dégraisseur des eaux. L'exploitant a indiqué que le dégraisseur est nettoyé une fois par mois et ceci est réalisé depuis le dernier trimestre 2021. L'inspection appelle donc l'exploitant à surveiller ce paramètre et à vérifier une éventuelle corrélation entre la concentration SEC et le nettoyage du dégraisseur.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : volume journalier

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/06/2021, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, rejets eaux, volume journalier
Prescription contrôlée : La société SOCOPA est mise en demeure de respecter dans un délai de 24 mois les prescriptions de l'article 4.1.1. de l'arrêté du 11 avril 2011 : les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre l'incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes : Prélèvement maximal annuel 80 000m ³ , débit maximal journalier 474 m ³
Constats : Il est à noter que le délai de 24 mois n'est pas encore échu le jour de la visite. L'exploitant a identifié les installations qui consomment le plus d'eau sur son site en effectuant des relevés de compteurs 2 fois par jour. Il s'avère que la consommation d'eaux industrielles ou de nettoyage sont quasi équivalentes. A noter tout de même que le traitement des boyaux est très consommateur d'eau et représente 30 à 40 % du volume des eaux de process. L'exploitant projette de remplacer cette ligne de production en y incluant un système de recyclage des eaux. La nouvelle installation est prévue en 2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : déclaration GERP

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 30/06/2021, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, rejet eau
Prescription contrôlée : la déclaration des données d'émissions polluantes et des déchets d'une année N est effectuée avant le 31 mars N+1
Constats : la déclaration GERP 2020 a été réalisée en juin 2021
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet